

Cinq remarques et questions personnelles
A l'occasion du congrès de l'ESS - Mai 2024
Hugues Sibille, président du Labo de l'ESS

- I. L'ESS vit un moment important. Fondamentalement parce que les menaces sociales, écologiques et démocratiques augmentent et que cela impose à l'ESS de monter son niveau de responsabilité, et sa capacité à rassembler, à s'allier, à proposer. Accessoirement parce que l'ESS fête les dix ans de sa loi, ce qui implique un retour sur image, et change de président d'ESS France et donc de représentant sur le plan national. De ce point de vue, ma première remarque consiste à donner un coup de chapeau et à féliciter vivement Jérôme Saddier. En tant qu'ancien de ce secteur, je mesure le chemin parcouru depuis sa prise de présidence. L'ESS n'existait pas au plan politique. Depuis la fusion du Ceges et du CNcress et depuis la présidence de Jérôme Saddier, s'appuyant sur un Conseil d'administration convaincu, ESS France existe et l'ESS bénéficie d'une représentation politique. Il faut absolument poursuivre et amplifier ce mouvement. Ce sera le rôle du prochain Président : ouvrir une deuxième étape visant à faire en sorte que l'ESS ne soit plus un nain politique. Cette étape implique :
 - un rassemblement unitaire sans faille des familles au sein du CA d'ESS France,
 - une densification de la relation territoires / niveau national (têtes de réseaux, grandes entreprises ESS)
 - la constitution d'un rapport de force pour obtenir une politique publique plus favorable à l'ESS sur le plan national.

- II. L'ESS n'a toujours pas gagné la bataille des idées. L'étude faite par le Labo de l'ESS sur les économistes et l'ESS le démontre à l'envie¹. Sur 10 ans, les progrès de connaissance et de jugement positif des économistes à propos de l'ESS sont faibles. Les concepts connexes et parfois concurrents comme l'économie à impact, l'économie de la fonctionnalité, l'économie de proximité, l'économie des communs... ont sans doute davantage progressé au plan des idées que celui de l'ESS, qui, *a contrario*, a sensiblement progressé lui en pratique dans les territoires. On fait souvent de l'ESS sans le savoir ou sans l'inscrire dans une bataille des idées. C'est un paradoxe sur lequel il faut travailler. Nous vivons une période de confusion des concepts, confusion parfois entretenue, pour des raisons tactiques. Ainsi de la notion de l'économie à impact, d'autant plus populaire qu'elle évite de s'interroger sur le rapport au capital, à sa rémunération, à sa gouvernance, elle est donc sensiblement plus compatible avec le capitalisme actuel. Les questions qui me semblent subjectivement posées à l'ESS pour mener la bataille des idées sont :

¹ Voir le décryptage (2023) : [L'ESS peut-elle compter sur les économistes pour devenir la norme ? | Le Mag' | \[Labo de l'ESS\] \(lelabo-ess.org\)](#)

- comment se doter d'un socle théorique qui fait défaut (cf. le dernier essai de Robert Boyer²), et dont bénéficie par exemple l'économie des communs avec Elinor Ostrom ?
 - comment densifier la théorisation et l'évaluation des pratiques territoriales de l'ESS ?
 - comment amplifier significativement les recherches sur l'articulation entre les niveaux micro-, méso- et macroéconomiques pour que l'ESS joue un rôle leader dans la formulation de nouvelles régulations méso ?
 - comment encourager ces travaux en les distinguant de la fonction de représentation politique de l'ESS ?
- III. Lorsqu'on rentre dans le dur des concepts et des stratégies à l'œuvre, on se rend compte que le cœur de la différenciation de l'ESS et de son projet spécifique tient à son rapport au capital et à la gouvernance qui en découle. Force est de constater que l'ESS travaille insuffisamment la question de la gouvernance participative et démocratique de manière **collective**. Les entreprises conventionnelles disposent de moyens conséquents pour travailler leurs enjeux de gouvernance : Institut Français des Administrateurs (IFA), Communauté des entreprises à mission. Ce n'est pas le cas en ESS. Les entreprises ESS ont maintenant clairement besoin d'un lieu, de recherche, de formation, d'ingénierie sur ce qui fait le cœur de sa spécificité (une personne / une voix, impartageabilité des réserves). La différenciation avec les entreprises à impact se jouera là.
- IV. De nouvelles révolutions technologiques sont à l'œuvre impliquant de nouvelles mutations profondes du capitalisme, notamment avec l'intelligence artificielle. L'ESS a partiellement manqué la révolution des plateformes collaboratives. Il y a une certaine urgence à analyser pourquoi nous n'avons pas su monter de projets avec une taille critique dans ces domaines. Cela pose la question de la stratégie d'investissement de l'ESS (compte tenu de son total de bilan dans la banque, l'assurance, la protection, l'agriculture) et de sa capacité à pénétrer les grands programmes d'investissement public de type France 2030, ou de ceux des banques publiques et des collectivités locales.
- V. La France a longtemps été « en avance » en Europe en matière d'ESS en disposant d'une définition légale, de politiques publiques, d'instances de concertation, d'outils de financement... La dernière période montre une avancée rapide dans d'autres pays. La Commission européenne s'est dotée d'une définition proche de la définition française de 2014, d'un plan d'action et de méthodes de travail (transition pathway)³. La France saura-t-elle garder une longueur d'avance et tirer l'Europe vers un projet européen d'ESS ? Il y faudra un certain volontarisme. Mais cette bataille vaut d'être menée car elle est aussi une bataille contre les

² [L'Économie sociale et solidaire : une utopie réaliste pour le XXIe siècle ? \(lespetitsmatins.fr\)](https://lespetitsmatins.fr/)

³ Voir les analyses du Labo de l'ESS : [Europe | Publications | Le Labo de l'économie sociale et solidaire \(lelabo-ess.org\)](https://lelabo-ess.org/)

populismes, hostiles aux sociétés civiles organisées, et aux formes collectives de solidarité que représente l'ESS. Les dernières réunions européennes (San Sebastian, Liège) ont montré un engagement plutôt croissant des Etats membres en faveur de l'ESS. Dans ce contexte il est à noter que l'Allemagne s'est dotée d'un ministre et d'une stratégie nationale ESS. C'est une grande première. Sachant que le couple franco-allemand a toujours tiré l'Europe, un accord franco-allemand sur l'ESS serait le très bienvenu, notamment pour peser sur la nomination d'un commissaire et la poursuite du plan d'action.